

En guise de préambule anecdotique (mais qui ne l'est peut-être pas)

Ce 1^{er} mai 2021, je voulais aller manifester avec ma fille de 10 ans. Mais les manifestations telles qu'elles se déroulent depuis quelques années me dissuadent de le faire, alors je choisis d'y aller seul. Pourtant, j'aimerais lui transmettre le goût de lutter, de se retrouver nombreux·ses dans la rue pour crier, revendiquer et rire avec des camarades aussi, pourquoi pas.

Transmettre ce petit effort qui consiste à organiser sa journée pour se réunir avec d'autres devient compliqué. Pourtant, le 1^{er} mai est une journée qui compte. Tout le monde le sait, encore que certains l'aient sans doute oublié : cette date est un symbole incontournable de ce que la lutte peut être victorieuse, mais violente aussi. Le 1^{er} mai est l'expression de la détermination de dizaines de milliers de travailleurs·ses et aussi de la répression aveugle de l'État au service des intérêts des classes dominantes qu'il sert au mépris de la vie humaine.

Celles et ceux de Chicago en 1886 en ont fait l'amère expérience. La revendication qui les animait, la journée de travail de 8 heures, aura conduit à manifester, mais aussi à faire des grèves qui se solderont par des morts et une répression féroce. Mais la détermination ouvrière paie et la journée de 8 heures fera son entrée au panthéon des victoires du monde du travail et de ses syndicats contre les exploiters. En France, cette journée sera reprise par l'Internationale socialiste et c'est en 1890 que le 1^{er} mai deviendra la journée internationale des travailleur·euses, encore qu'à l'époque nous n'avions pas intégré l'écriture inclusive.

Bref, ce 1^{er} mai 2021, je décidais d'aller seul à la manif et d'y retrouver mes collègues ainsi que des membres du collectif des travailleurs sans-papiers, adhérents de mon syndicat et que j'accompagne au quotidien de leurs luttes. Des membres de mon syndicat, comme il est de coutume, participent au service d'ordre (SO), moi je choisis de rester dans mon cortège, au moins au début.

Tout se passe bien alors, nous devisons entre collègues. Nos discussions, aujourd'hui comme les autres jours, portent sur les attaques du gouvernement Macron, sur les difficultés à venir dans la profession : le Covid ayant accéléré les problèmes auxquels nous devons faire face au quotidien (baisse des charges de travail, remise en cause des acquis, réforme à venir de l'assurance chômage, des retraites...). Nous parlons aussi des échéances à venir.

Les militants politiques dans la profession ne sont plus légion et nous pouvons nous retrouver à quatre ou cinq pour savoir qui de Melenchon, Arthaud, Roussel, Poutou, l'abstention, fera le ou la meilleur·e candidat·e. Nous constatons, aujourd'hui comme les autres jours, que bien que de sensibilités différentes, le militantisme syndical et, à travers lui, notre volonté d'en découdre avec le patronat et le gouvernement, notre volonté de ne pas baisser les bras dans un climat où toutes les digues cèdent (racisme ambiant, reculs sociaux...), forment un ciment de camaraderie et de fraternité qui est la base de toute lutte.

Alors que la manifestation arrive vers Saint-Ambroise, nous apprenons que les flics gazent, que des charges ont lieu à l'avant de la manifestation. Je rejoins alors mes camarades au carré de tête.

Une question stratégique, vraiment ?

Cela fait plusieurs années qu'à l'avant des manifs s'est mis en place le « cortège de tête ». Cette stratégie, que l'on retrouve de façon systématique dans les grandes manifestations depuis 2016 et la lutte contre la « loi Travail », regroupe, selon les jours, des militant·es de la lutte des classes déçu·es des organisations syndicales, des anarchistes, des autonomes, des jeunes radicaux, des militants de tous horizons... Bref un florilège de personnes qui considèrent que le mouvement social n'est pas assez radical, que la manifestation « traditionnelle », qui doit bien se passer, est une impasse.

Cela pose ici des discussions longues et complexes, maintes fois débattues, du rapport à la violence dans les mouvements sociaux. Les reculs politiques depuis quarante ans, les mobilisations défaites depuis le milieu des années 2000 poussent à chercher de nouvelles formes de luttes. Les manifestations seules, l'expression populaire de la rue, ne permettent pas de trouver le chemin de la victoire.

Si le constat d'un phénomène de recul de nos acquis sociaux et d'un sentiment de défaite peut être largement partagé, il n'en est pas de même quant aux moyens de trouver le chemin des victoires nécessaires de notre camp social. La question centrale et fondamentale du mouvement social organisé est de trouver les moyens de gagner par la force du nombre. Déjà, militer dans un parti de gauche ou être syndiqué sont des phénomènes très minoritaires dans la société : beaucoup ne semblent plus s'y retrouver. Déjà, le fait de manifester pour notre camp n'est plus une évidence dans une société où le fond de l'air n'est pas vraiment rouge. La question que tout le monde doit se poser c'est de faire venir les gens aux manifestations, sa famille, ses ami·es, ses collègues.

Or, la tactique minoritaire de la violence agit comme un repoussoir ou ne convainc guère que des convaincu·es, même quand elle cible prioritairement des éléments symbolisant le capitalisme : vitrines de banques et magasins. De nombreuses personnes rejettent la violence comme mode d'action (d'autant plus quand il ne va plus de soi de se rendre dans l'espace public pour revendiquer son désaccord publiquement et collectivement). La bataille des images et des idées ne joue guère en faveur de celles et ceux qui cassent. Le problème n'est pas pour nous moral, mais de savoir ce qui peut convaincre et entraîner largement, ou au contraire entraver la mobilisation de masse.

Alors, bien entendu, le pouvoir peut craindre les montées de fièvre et la violence. Il peut se sentir menacé par une brutalité qui pourrait se tourner directement contre lui ; qu'on se souvienne des premières manifs Gilets jaunes où les ministres ont été extraits, jusqu'à Macron qui a investi son bunker à l'Élysée. Mais il y avait alors trois conditions qui ne sont pas toujours réunies : l'entrée en lutte de secteurs de la population peu habitués à se mobiliser ; un très large soutien au mouvement dans la population (à ce moment-là en tout cas) ; et le fait que les manifestations avaient lieu aux abords des lieux de pouvoir.

Par ailleurs, l'appareil policier ainsi que l'arsenal judiciaire et législatif ne laissent que peu de chance aux théoriciens de *l'insurrection qui doit venir*. Si les Gilets jaunes sont parvenus à obtenir un recul sur la taxe sur les carburants ainsi que [quelques mesures sociales](#) (notamment une augmentation de la prime d'activité), on demeure loin d'une rupture avec l'ordre social. Mais surtout, et c'est là le pire, la police en joue et l'État instrumentalise politiquement ces rapports de force. Les face-à-face au-devant des manifestations montrent souvent une violence énorme des flics et la répression est féroce (c'est un peu

plus de mille Gilets jaunes qui ont été condamnés à des peines de prison ferme, dont certaines ont été aménagées, et il n'y aura aucune réparation pour les visages éborgnés et les mains arrachées).

Si une perspective politique plus large que les quelques miettes accordées par l'État, et un horizon commun, ne sortent pas de ce nouveau mode de soulèvement populaire, il ne reste malheureusement que les dégâts humains et une réponse répressive réaffirmée par le gouvernement et ses alliés qui resserrent encore plus les espaces de contestations possibles. Depuis 2003, les différents gouvernements du « ce n'est pas la rue qui gouverne » de Raffarin, puis en 2016 avec Hollande (et la « loi Travail »), jusqu'à Macron, jouent de cette mise en scène « eux contre les manifestations ». Les sociologues Olivier Filleule et Olivier Jobard appellent cela les « *politiques du désordre* » dans un ouvrage du même nom^[1] : l'État se met en scène face aux mouvements sociaux ; l'État se met en scène en tant qu'il ne cédera pas.

Cette forme de manipulation politique vise à considérer les manifestations comme inutiles. Cependant, affirmer que manifester ne sert à rien et que la seule issue consisterait à casser sur le parcours de la manifestation et à se confronter à la police, est là un raccourci qui, partant du constat juste que la mobilisation de masse ne suffit pas à l'emporter, peut conduire à renoncer à l'objectif de s'adresser au plus grand nombre et à être de plus en plus minoritaire dans la rue.

On peut se demander en outre s'il n'y a pas au principe de cette position une forme de fétichisation de la manifestation : à trop attendre de la manifestation en elle-même, on est forcément déçu de constater qu'elle ne permet pas d'obtenir des victoires. C'est oublier que la manifestation n'a jamais permis à elle seule de faire reculer un gouvernement ou de conquérir de nouveaux droits : c'est toujours la combinaison de manifestations de masse, de grèves, d'occupations, d'actions coups de poing, mais aussi d'un travail d'organisation et de conviction à la base (dans les entreprises et dans les quartiers), qui permet d'envisager une victoire face à un adversaire qui dispose de moyens de communication beaucoup plus importants que les nôtres, sans même parler des appareils de répression.

Fracture et déchéance politique

Mais le 1^{er} mai 2021, il y a eu un saut politique. C'est sous les insultes racistes, homophobes, sexistes et une diatribe antisyndicale (notamment celle de collabo) que la CGT a été attaquée en arrivant à Nation. À aucun moment les militant·es de la CGT, médusé·es par cette haine d'un groupe non identifiable, n'ont été provocants, mais c'est sous les coups d'assaillants qu'ils ont dû se défendre.

En effet, après une manifestation compliquée puisqu'interrompue pendant près d'une heure par l'intervention policière, durant laquelle le carré de tête a tenu tant bien que mal pour maintenir le parcours tout en sécurisant le cortège, nous entrons sur la place de la Nation soulagés et contents d'arriver au bout, comme nous l'avions prévu. Alors que les camionnettes et les militant·es rentraient sur la place, des groupes sur les abords ont commencé à insulter tout individu arborant le moindre signe d'appartenance à la CGT. Une pluie d'objets (des bouteilles en verre, des canettes, des pierres...) accompagne rapidement le flot d'insultes déversées contre la « CGT collabo ». Surpris par le niveau de violence et les invectives particulièrement incompréhensibles dans ce contexte et au regard de ce qui se passait jusqu'alors - c'est-à-dire rien - tout le monde se demande : à

Des individus très agressifs viennent au contact pour empêcher les camionnettes d'avancer, et provoquent rapidement une bousculade. S'ensuit vols et destruction de matériel ainsi que l'agression de militant·es. La scène bascule, alors que le syndicat tente de se dégager. Ce n'est pas seulement le service d'ordre qui cristallise la colère, mais bien tout ce qui est estampillé comme en lien avec le syndicat, le tout sous le regard assurément amusé des forces de l'ordre.

Le service d'ordre est une tâche politique, une fonction que les militant.e.s exercent en manifestation, comme porter une banderole, crier des slogans, distribuer des tracts... Ce sont des hommes et des femmes qui travaillent, il y a aussi des retraités qui pour certains ont milité toute leur vie. Le SO est au service de son organisation. Point. Il n'est pas la garde prétorienne de la bureaucratie syndicale qui tenterait par tous les moyens d'empêcher les masses qui sont derrière le carré de tête de rejoindre celles et ceux qui sont devant, ou empêcherait la possibilité d'un soulèvement populaire.

Le SO est un outil d'auto-organisation ouvrière, ancré dans l'histoire longue du mouvement ouvrier. Il permet que ce ne soit pas directement la police qui fasse avancer les manif, il permet de manifester sans avoir peur d'elle, en se protégeant aussi des attaques éventuelles de groupes d'extrême droite. C'est donc un symbole visible de notre autonomie et de notre défiance vis-à-vis des forces de l'ordre et de l'État. Notons par ailleurs qu'il existe des pratiques diverses du SO selon les organisations, des évolutions dans le temps de leurs compositions (notamment en matière de genre), mais aussi de leurs tactiques, et toutes ces pratiques ne se valent pas, loin de là.

Lors de la manifestation du 1^{er} mai 2019, alors que le boulevard de l'hôpital était dans le brouillard des lacrymos, jetées en abondance, le SO a essuyé plusieurs charges, il a placé en sécurité les gens qui revenait de devant vers l'arrière, et il a permis que la manifestation arrive à place d'Italie. Rien de pire quand une manifestation est interrompue. C'est pourtant ce que nous avons vécu le 5 décembre 2020 alors que débutait le mouvement contre la loi dite « sécurité globale ». Les actions de brûler du mobilier urbain et des palettes de chantier ont failli mettre le feu à un immeuble et la manifestation n'a pas pu se tenir. Cette manifestation aura de fait marqué la fin de ce mouvement.

Antérieurement au mouvement anti-CPE (victorieux contre la droite au pouvoir en 2006), le dernier grand mouvement social ayant marqué un vrai recul gouvernemental, ayant même amené à une dissolution de l'Assemblée nationale et à des élections législatives anticipées, date de 1995. Les mobilisations massives (montée nationale et plus de 2 millions de manifestant·es au temps le plus fort), mais surtout le blocage des transports, les grèves dans de nombreux autres secteurs publics et privés pendant plus de 22 jours auront eu raison de la réforme du régime spécial des retraites.

Pour arriver à organiser une grève d'une telle ampleur, il faut que se mobilisent toutes les organisations syndicales (enfin celles qui appelaient à rejeter la réforme), mais aussi et surtout que les militant.e.s suivent et entraînent autour d'elles et eux. C'est un travail de longue haleine. Construire un outil syndical est un travail de tous les jours pour ceux qui le mènent. Les moyens alloués aux militant·es et aux élu·es du personnel sont la plupart du temps bien insuffisants et le sont d'autant plus avec les attaques contre le Code du travail.

Il ne s'agit pas de faire de l'angélisme : la bureaucratie syndicale ça existe évidemment, mais il faut en faire une analyse juste et cesser de penser que, dans l'ombre, une officine

obscur chercherait par tous les moyens à démanteler les velléités de grève générale et d'insurrection. Les élu·es de la CGT ou ses militant·es ne sont pas des marionnettes dont la bureaucratie tirerait les ficelles pour les mettre au service du capital. La bureaucratie syndicale s'affirme bien plus clairement que ça, à travers certaines lignes politiques et des choix concernant les revendications et les mobilisations notamment. Or, en effet, dans les organisations syndicales, tous les militant·es ne sont pas révolutionnaires, et ses dirigeants non plus. Il se peut aussi que ceux qui vivent des moyens syndicaux finissent par avoir des objectifs en contradiction avec leur base. Soit. Les militants syndicaux sont les premiers à en faire l'analyse et à le critiquer de l'intérieur.

Il faut, dans les organisations, faire vivre la démocratie, mais il est bien naïf d'imaginer que détruire les organisations syndicales suffirait à inverser le courant de la lutte des classes et/ou à favoriser un soulèvement immédiat. Ainsi, ce 1^{er} mai dernier, ceux qui s'en sont pris à la CGT, à un syndicat donc, en cette journée internationale de lutte pour les droits des travailleur·ses, ont été ouvertement dans le camp historique de ceux qui attaquent le mouvement ouvrier.

Nous assistons alors à une décantation. Les milieux qui revendiquent ou ne s'offusquent guère de cette attaque - des groupes d'autonomes, certains Gilets jaunes, le site « en théorie radical(e) » Lundi Matin (toujours très occupé à déverser son mépris de classe sur les « manifestations merguez ») et des gens biberonnés à l'idéologie confusionniste et complotiste (type Dieudonné ou consorts) - n'ont plus de références à l'histoire des luttes des travailleur·ses et s'allient pour déverser une haine, aujourd'hui physique, à l'encontre d'un des outils de résistance de notre camp social.

C'est un drame qui devrait réveiller notre conscience politique et non ouvrir un énième débat sur les stratégies de mobilisation. Car ces accès de haine et de mépris antisyndical, accompagnés de propos sexistes, homophobes et racistes, montrent à quel point la désorientation est profonde et donnent à voir l'urgence pour le mouvement syndical de retrouver le chemin des victoires sociales.

Au service des luttes

Le mouvement ouvrier a besoin d'unité large, bien au-delà de ses rangs, mais sur des bases qui excluent l'infiltration d'un discours nauséabond venu largement de l'extrême droite. Car attaquer de la sorte un syndicat de lutte, qui plus est le plus important en nombre d'adhérent·es, est dans les faits un acte fasciste. Que des manifestants novices en politique, désabusés et déçus, inquiets de la pandémie, cèdent à ce genre de pratique est en soi inquiétant, mais que des militants ou des intellectuels le justifient est déplorable. Ils jouent avec le feu, fascinés par la violence et par une romantisation de ceux qui l'utilisent.

Les syndicats de notre camp affirment certaines bases communes, quitte à faire le ménage dans leurs rangs, en ne négociant jamais avec la possibilité de l'infiltration d'un discours fascisant ou raciste en son sein. Il y a des choses qui ne sont pas négociables au sein de structures qui affirment leur attachement à des valeurs universalistes de lutte pour l'émancipation internationale des travailleur·euse·s. Attaquer les syndicats aujourd'hui, à coup d'insultes et de violence physique, ne relève aucunement du débat stratégique, mais interdit ce débat en constituant une atteinte à tout ce qui fait les combats d'hier et d'aujourd'hui contre l'idéologie raciste et la domination de classe.

Où nous avons besoin de syndicats en France, nous avons besoin de les renforcer en y adhérant, en construisant collectivement au quotidien, dans les entreprises, un rapport de force face au patronat. En aucun cas, un projet émancipateur ne peut se construire par le substitutisme de ceux qui pensent savoir mieux que les autres comment ils doivent lutter, et qui imposent par la force ce prétendu savoir.

Le militantisme syndical, pour beaucoup, c'est se lever tôt pour être devant les lieux de travail, organiser la lutte ou le soutien de ceux qui se battent au quotidien. C'est un travail de fourmi mené par des centaines de milliers de personnes, qui a besoin d'être renforcé et non insulté.

Il est urgent de remettre sur les bons rails la façon dont nous pensons les mouvements sociaux. L'idéologie dominante nous pousse sans cesse à essentialiser les choses et créer des lignes de fractures artificielles. À ceux qui, comme Lundi matin, caricaturent le SO de la CGT comme des « bœufs » et les syndicalistes comme des « militants fanatiques-pastis-saucisses », je répondrai : rien... Si ce n'est qu'il faudrait s'interroger sur le mépris de classe qu'affirment et entretiennent de telles formules !

Alors, prenons un peu de hauteur, cessons de jeter des anathèmes sur tel ou tel mouvement (cela vaut pour l'analyse que l'on peut avoir des Gilets jaunes, des organisations syndicales, des mouvances radicales), et répondons par la force d'une construction politique qui ne se trompe pas de camp.

La conscience politique minimale impose d'identifier ses adversaires et ses ennemis d'un côté, ses alliés naturels ou de circonstance de l'autre... Se rappeler nos grandes et petites victoires (car il y en a) et résister aux stratégies de l'État et du patronat qui réduisent par la force les lieux de contestation possible.

Loin du défaitisme, de nombreux militant·es sont mobilisé·es, donnent leur temps et sont tout à fait conséquents et sérieux lorsqu'ils ou elles interviennent dans la lutte des classes. Les espaces de discussions ne doivent pas être anéantis dans la présente période par une propagande « par le fait » qui entraîne l'ensemble du mouvement ouvrier vers une impasse, n'en déplaise à celles et ceux qui identifient radicalité et « casse ». La question qui doit rester essentielle, malgré les difficultés du temps, c'est celle de convaincre largement, de faire vivre des idées d'émancipation, de nous regrouper autour d'un projet de rupture avec cet ordre qui nous exploite et nous opprime.

Qui sait ce que sera notre 1er mai 2022... Le fond de l'air n'est pas rouge, tâchons d'y remédier avec intelligence.

*

Photo : Manifestation du 1er mai 2021. Crédit : Laurent Lévy (Contretemps)

Note

[1] Olivier Fillieule, Fabien Jobard, *Politiques du désordre. La police des manifestations en France*, Seuil, Paris, 2020